

Évolutions monétaires à la Martinique au 31 décembre 2015

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'activité économique mondiale est restée languissante en 2015, avec une croissance estimée à 3,1 %. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent plus de 70 % de l'économie mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive, tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés.

Le rééquilibrage de l'économie chinoise, la baisse des cours des produits de base, le ralentissement généralisé dans les pays émergents et la sortie progressive de conditions monétaires accommodantes aux États-Unis continueront de peser sur les perspectives de croissance 2016-2017. Ainsi, la croissance mondiale devrait atteindre 3,4 % en 2016 et 3,6 % en 2017, soit une révision globale à la baisse de 0,2 % par rapport aux précédentes prévisions.

Toujours selon le FMI, dans la zone euro, l'augmentation de la consommation privée, qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et les conditions financières favorables, permet de compenser un fléchissement des exportations nettes. Pour la zone euro, les prévisions de croissance devraient atteindre +1,7 % pour les deux années à venir.

La prévision de croissance de la France a été revue à la baisse et devrait s'établir à 1,3 % (contre 1,5 % prévu précédemment).

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 10 mars 2016, a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base à 0,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base à 0,25 % et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,40 %. Par ailleurs, le Conseil a arrêté une série de mesures complétant le programme d'achat de titres (APP) et a annoncé des modifications des critères de l'APP dans le cadre de la poursuite de son objectif de stabilité des prix : « Cet ensemble exhaustif mettra à profit les synergies existant entre les différents instruments et a fait l'objet d'un calibrage permettant d'assouplir encore davantage les conditions de financement, de stimuler la fourniture de nouveaux crédits, de renforcer la dynamique de la reprise économique dans la zone euro et d'accélérer le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs, mais proches de 2 % ». « [...] Le Conseil des gouverneurs, prenant en compte les perspectives actuelles de stabilité des prix, prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée [...] ».

REGAIN D'ACTIVITÉ BANCAIRE À LA MARTINIQUE EN 2015

L'amélioration de l'activité bancaire à la Martinique est confirmée par la bonne orientation de l'ensemble des indicateurs financiers en 2015. Elle fait notamment écho au maintien de l'Indicateur du climat des affaires (ICA) au-dessus de sa moyenne de longue période tout au long de l'année.

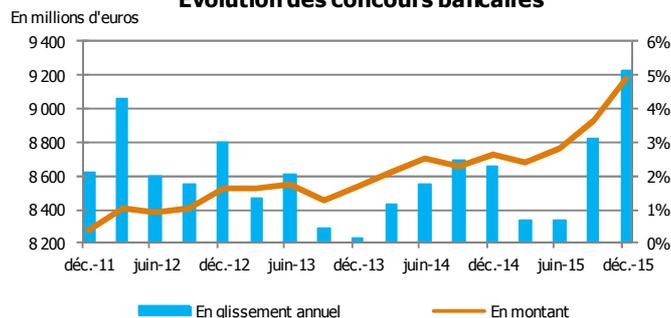
Au 31 décembre 2015, **l'encours sain de crédits** s'établit à 8,6 milliards d'euros (+464 millions d'euros, soit +5,7 % sur un an). L'ensemble des agents économiques contribue à la bonne orientation de l'activité de financement (+2,4 % pour les entreprises, +6,7 % pour les ménages et +11,1 % pour les collectivités locales).

De même, **la collecte nette d'actifs financiers** progresse, à 7,2 milliards d'euros (+292 millions d'euros, soit +4,2 % sur un an), portée à la fois par les entreprises (+11,6 %), et dans une moindre mesure, par les ménages et les autres agents (+2,2 % chacun).

Évolution des actifs financiers



Évolution des concours bancaires

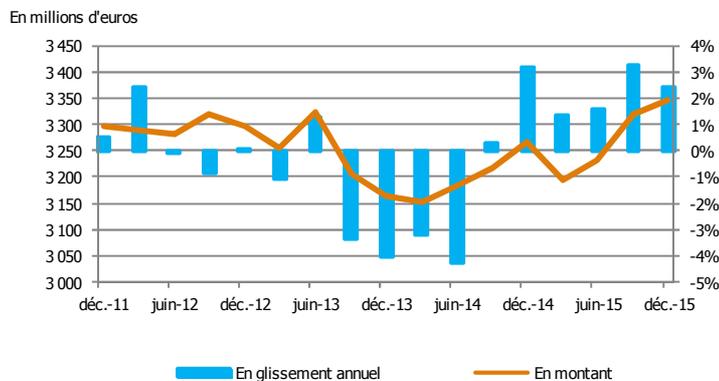


PROGRESSION DE L'ENCOURS DE CRÉDIT

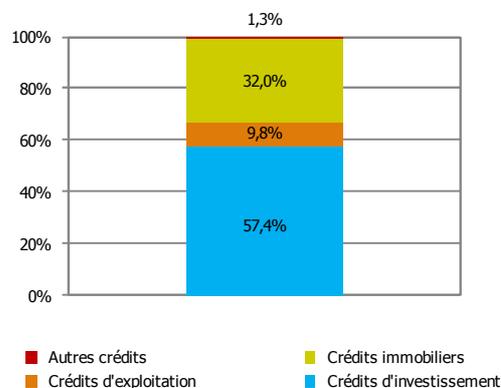
Hausse modérée des crédits aux entreprises

Après le repli constaté au premier semestre 2015 (-1,0 %), l'encours sain de crédits aux entreprises repart à la hausse au second semestre (+3,5 %). Sur un an, il affiche une croissance modérée (+2,4 %) pour atteindre 3,3 milliards d'euros, soit 38,9 % de l'encours sain total au 31 décembre 2015.

Évolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



L'augmentation de l'encours de crédits aux entreprises est uniquement due aux **crédits d'investissement**, dont le rythme de progression s'accélère en 2015 (+13,1 % sur un an), pour s'établir à 1,9 milliard d'euros au 31 décembre. Cette évolution s'inscrit en ligne avec celle de plusieurs indicateurs économiques (notamment la hausse de 15,0 %¹ des importations de biens d'équipement).

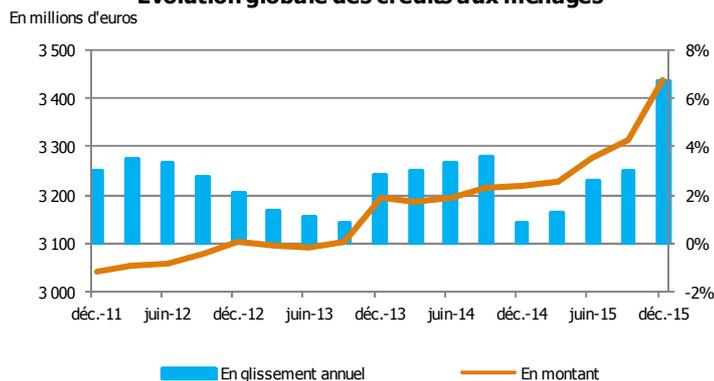
En revanche, les **crédits immobiliers**, déjà en recul au premier semestre (-2,1 % sur six mois), continuent de se contracter (-3,9 % sur un an).

De même, les **crédits d'exploitation** s'inscrivent en net repli (-21,6 % sur un an), sous l'effet de la diminution progressive, mais marquée, des comptes ordinaires débiteurs (-54,5 %). À l'inverse, les crédits de trésorerie augmentent de manière significative (+12,2 %). Les crédits de trésorerie représentent désormais 55,3 % des crédits d'exploitation (contre 38,6 % l'année précédente).

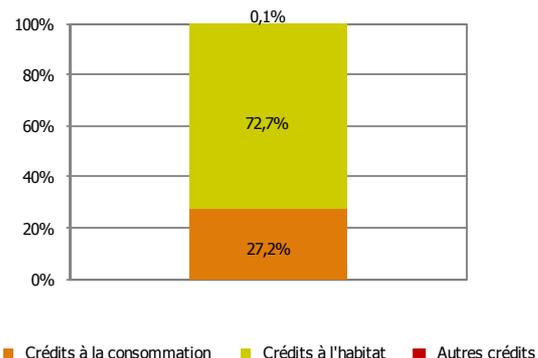
Hausse marquée des crédits aux ménages

L'encours sain de crédits aux ménages progresse sensiblement, à 3,4 milliards d'euros (+6,7 % sur un an). Ils représentent ainsi 40,0 % de l'encours sain total au 31 décembre. La croissance a été particulièrement marquée au second semestre, les crédits aux ménages ayant progressé de 4,8 % sur six mois (contre 1,8 % au premier semestre).

Évolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Le rythme de croissance des **crédits à l'habitat** s'accélère en 2015 (+5,6 % sur un an, après +1,3 % en 2014) avec, d'une part les ménages qui continuent de profiter des conditions de financement avantageuses pour acquérir des biens immobiliers, d'autre part les établissements bancaires qui saisissent l'occasion pour fidéliser leur clientèle et gagner des parts de marché.

Par ailleurs, le rebond des **crédits à la consommation**, observé au premier semestre (+1,7 % sur six mois), s'accroît de façon significative au second semestre (+7,8 %). Ils affichent ainsi une croissance soutenue de 9,7 % en rythme annuel, à fin 2015. Comme pour les entreprises, la hausse porte sur les crédits de trésorerie (+11,5 % sur un an), en relation avec l'amélioration de plusieurs indicateurs économiques (notamment +14,2 % pour les immatriculations de véhicules particuliers neufs). À l'inverse, les comptes ordinaires débiteurs se contractent (-1,1 % sur un an).

¹ Cf. Annexes statistiques aux Tendances conjoncturelles du quatrième trimestre 2015.

Croissance dynamique des crédits aux collectivités locales

Les collectivités locales sont les agents économiques dont l'encours de crédits enregistre la plus forte hausse (+11,1 % sur un an). À près de 1,3 milliard d'euros au 31 décembre, il représente 14,9 % de l'encours sain total. Les **crédits d'investissement**, composante quasi-exclusive de l'encours des collectivités (95,9 %), progressent tout particulièrement au second semestre (+8,6 % et +10,5 % sur un an). Les crédits d'exploitation, bien que peu significatifs dans l'encours global, participent également à la croissance des crédits aux collectivités locales (+45,3 % sur un an).

Diminution de la sinistralité

Les **créances douteuses brutes** déclarées par les établissements de crédit installés localement atteignent 515 millions d'euros en 2015. Elles reculent de 5,9 % sur un an, portant le taux de créances douteuses à 6,0 % (-0,8 point sur un an). Pour sa part, le taux de provisionnement se contracte, à 51,5 % (-4,0 points sur un an).

BONNE ORIENTATION DES ACTIFS FINANCIERS

L'ensemble des actifs financiers s'inscrit en hausse, tiré par les dépôts à vue et l'épargne à long terme.

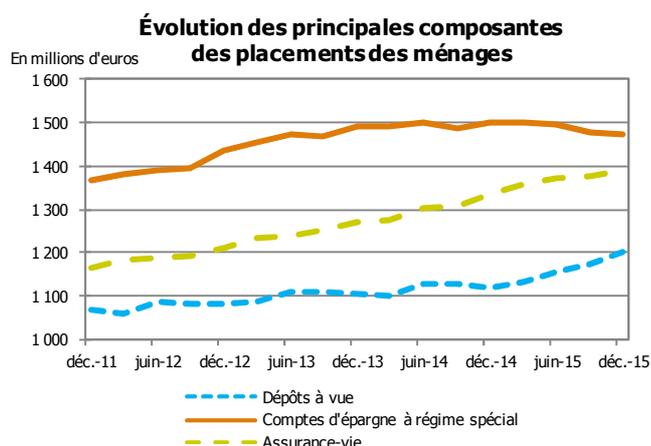
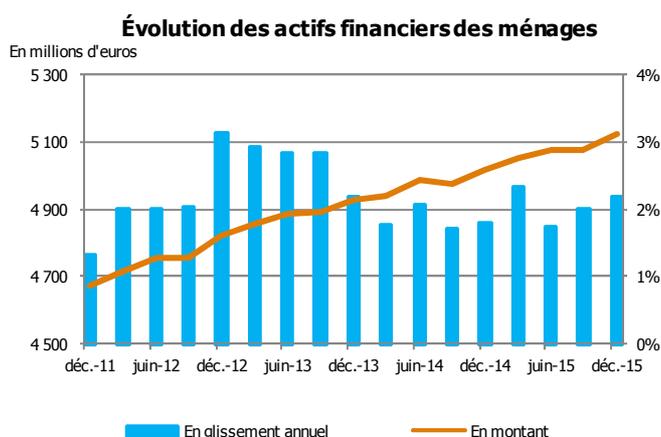
Les **dépôts à vue** de l'ensemble des agents progressent à un rythme soutenu, principalement au second semestre 2015 (+8,2 % sur six mois et +10,0 % sur un an).

À l'inverse, les **placements liquides ou à court terme** restent stables (-0,1 % sur un an). Les comptes d'épargne à régime spécial enregistrent une très légère hausse sur un an (+0,3 %), et ce, malgré le repli observé au second semestre (-1,1 % sur six mois). Pour leur part, les placements indexés sur les taux de marché se contractent (-0,7 % sur six mois et -0,9 % sur un an). Au final, la baisse généralisée des taux d'intérêt n'incite pas à effectuer des placements sur des produits d'épargne classiques ; les agents économiques laissent ainsi leurs avoirs sur les comptes à vue.

L'**épargne à long terme** continue de croître, tirée par les bonnes performances des plans épargne logement et des contrats d'assurance-vie (respectivement +5,5 % et +4,2 % sur un an). On observe néanmoins un ralentissement de son rythme annuel de croissance en 2015 (+3,0 % sur un an contre +4,0 % en 2014).

Renforcement de l'épargne des ménages

Les actifs financiers des ménages s'établissent à 5,1 milliards d'euros en 2015, soit 71,4 % des avoirs de la place. Ils enregistrent une croissance de +2,2 % sur un an, malgré un repli de l'épargne à court terme.



Les **dépôts à vue** des ménages progressent de façon continue et soutenue tout au long de l'année (+7,2 % sur un an) pour s'établir à 1,2 milliard d'euros.

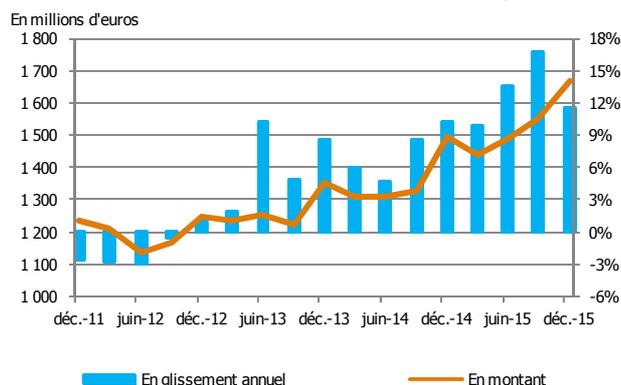
En revanche, les **placements liquides ou à court terme** accusent une baisse (-1,9 % sur un an), du fait du recul conjugué de l'encours des comptes épargne à régime spécial (-1,7 %) et des placements indexés sur les taux de marché (-8,6 %). Les livrets ordinaires, ainsi que les livrets A et bleus – parmi les placements préférés des ménages – diminuent également (-2,8 % et -3,1 % sur un an).

Enfin, l'**épargne à long terme** continue de croître (+3,2 % sur un an), soutenue par la hausse de ses deux principales composantes, les plans d'épargne logement (+5,5 %) et les contrats d'assurance-vie (+4,3 %).

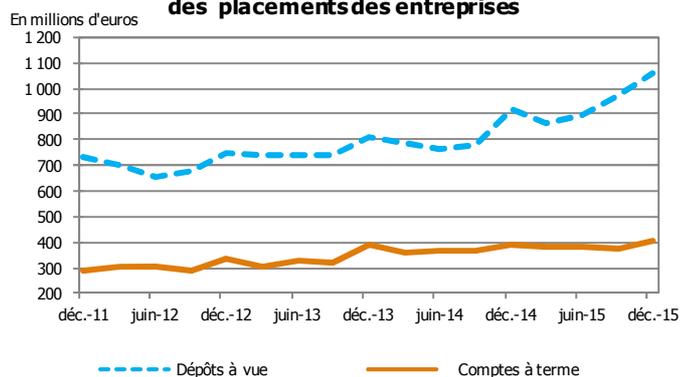
Croissance soutenue des actifs des entreprises

Avec des avoirs en hausse de 11,6 % sur un an, les entreprises sont les principaux contributeurs à la progression globale des actifs financiers. Leurs avoirs s'établissent à 1,7 milliard d'euros, soit 23,2 % de l'ensemble de la place.

Évolution des actifs financiers des entreprises



Évolution des principales composantes des placements des entreprises



La croissance des actifs des entreprises est essentiellement liée à celle des **dépôts à vue** (+15,1 % sur un an). En effet, les dépôts à vue, qui étaient en retrait au premier semestre 2015 (-2,4 % sur six mois), enregistrent une hausse sensible au second semestre (+17,9 % sur six mois).

Les **placements liquides ou à court terme** progressent également (+7,0 % sur un an). Les dépôts à terme repartent à la hausse (+4,3 % sur un an), après un repli au premier semestre (-1,7 % sur six mois).

Enfin, **l'épargne à long terme**, qui représente une part marginale des actifs des entreprises (3,2 %), recule (-3,1 % sur un an).

Hausse des placements des autres agents

À l'instar de ceux des ménages, les **placements des autres agents** enregistrent une croissance modérée en 2015 (+2,2 % sur un an). Ils s'élèvent à 0,4 milliard d'euros, soit 5,4 % des actifs collectés sur la place martiniquaise. Ils se composent essentiellement de dépôts à vue et de placements liquides ou à court terme, tous deux en hausse (respectivement +2,1 % et +2,0 % sur un an).

MÉTHODOLOGIE

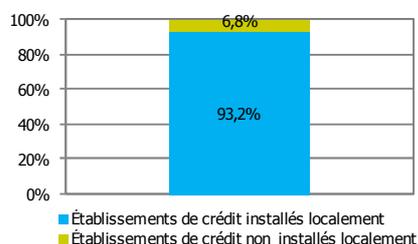
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

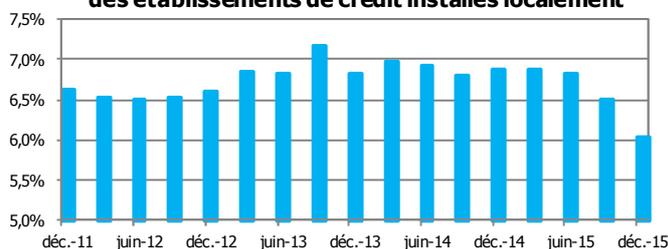
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	394,7	471,7	444,4	416,5	358,2	368,6	397,5	326,5	-11,4%	-21,6%
<i>Créances commerciales</i>	25,0	20,0	19,5	18,1	16,1	18,6	20,3	17,2	-7,6%	-5,0%
<i>Crédits de trésorerie</i>	191,6	169,1	188,4	160,9	148,8	162,6	192,1	180,6	11,0%	12,2%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	46,4	44,6	39,0	36,9	37,4	37,6	37,5	39,1	3,9%	5,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	210,7	242,4	191,5	194,4	163,2	146,1	145,5	88,4	-39,5%	-54,5%
<i>Affacturage</i>	38,0	40,2	45,0	43,2	30,1	41,3	39,7	40,4	-2,3%	-6,4%
Crédits d'investissement	1 681,1	1 657,2	1 611,9	1 699,2	1 689,8	1 734,1	1 818,7	1 921,6	10,8%	13,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 498,8	1 472,2	1 431,7	1 508,3	1 495,8	1 542,8	1 629,2	1 730,0	12,1%	14,7%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	129,5	81,5	71,0	42,7	40,9	39,8	38,4	38,8	-2,5%	-9,2%
<i>Crédit-bail</i>	182,3	185,0	180,2	191,0	194,0	191,3	189,5	191,7	0,2%	0,4%
Crédits immobiliers	1 102,8	1 127,1	1 074,8	1 113,6	1 109,5	1 089,9	1 078,5	1 070,3	-1,8%	-3,9%
Autres crédits	45,9	40,2	33,2	35,9	37,8	40,4	24,3	26,7	-33,8%	-25,6%
Encours sain	3 295,0	3 296,1	3 164,3	3 265,2	3 195,2	3 233,0	3 319,0	3 345,2	3,5%	2,4%
Ménages										
Crédits à la consommation	907,0	881,7	857,5	853,5	855,4	868,1	915,3	936,2	7,8%	9,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	818,4	798,0	782,1	782,3	785,4	795,2	845,2	872,1	9,7%	11,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	48,6	47,9	47,7	46,9	48,3	52,9	51,4	46,4	-12,3%	-1,1%
<i>Crédit-bail</i>	40,0	35,7	27,8	24,3	21,6	20,1	18,7	17,8	-11,5%	-27,0%
Crédits à l'habitat	2 131,8	2 222,0	2 335,2	2 365,7	2 372,7	2 409,1	2 396,4	2 498,6	3,7%	5,6%
Autres crédits	2,4	1,7	0,9	0,6	0,6	0,6	0,6	1,8	178,5%	178,7%
Encours sain	3 041,2	3 105,5	3 193,6	3 219,9	3 228,8	3 277,8	3 312,3	3 436,6	4,8%	6,7%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	39,2	21,3	18,5	36,2	34,7	34,6	29,7	52,6	51,9%	45,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	22,1	17,7	12,9	35,6	33,4	33,5	29,3	52,5	57,1%	47,8%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	17,1	3,6	5,6	0,6	1,3	1,1	0,3	0,0	-98,2%	-96,7%
Crédits d'investissement	1 041,1	1 150,0	1 107,1	1 111,8	1 124,7	1 131,4	1 123,2	1 228,1	8,6%	10,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 040,7	1 149,8	1 107,1	1 111,8	1 124,7	1 131,3	1 123,1	1 228,0	8,6%	10,5%
<i>Crédit-bail</i>	0,4	0,2	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	n.s.	n.s.
Crédits immobiliers	1,6	3,5	3,5	4,5	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Autres crédits	0,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s.	n.s.
Encours sain	1 082,3	1 174,8	1 129,2	1 152,4	1 159,4	1 166,0	1 152,9	1 280,7	9,8%	11,1%
Autres agents										
Encours sain	333,0	354,8	463,9	499,2	495,3	483,3	544,7	538,8	11,5%	7,9%
TOTAL										
Encours sain	7 751,5	7 931,2	7 950,9	8 136,8	8 078,7	8 160,0	8 329,0	8 601,2	5,4%	5,7%
<i>dont ECNIL</i>	814,2	689,4	668,4	719,4	635,5	611,3	570,8	570,8	-6,6%	-20,7%
Créances douteuses brutes	521,2	591,6	585,2	592,1	595,7	599,8	599,5	574,7	-4,2%	-2,9%
<i>dont ECIL</i>	492,3	512,4	532,4	547,3	550,2	553,2	540,3	515,1	-6,9%	-5,9%
Créances douteuses nettes	217,1	290,7	273,1	263,5	271,3	274,8	280,2	278,8	1,4%	5,8%
<i>dont entreprises</i>	149,9	151,3	170,7	154,4	163,5	168,4	158,8	154,6	-8,2%	0,1%
<i>dont ménages</i>	59,7	64,4	70,7	76,8	76,0	74,6	76,8	80,5	7,9%	4,8%
Provisions	304,0	300,9	312,1	328,6	324,4	325,0	319,3	296,0	-8,9%	-9,9%
Encours total	8 272,6	8 522,8	8 536,1	8 729,0	8 674,4	8 759,8	8 928,5	9 176,0	4,8%	5,1%
<i>Taux de créances douteuses brutes</i>	6,3%	6,9%	6,9%	6,8%	6,9%	6,8%	6,7%	6,3%	-0,6 pt	-0,5 pt
<i>dont ECIL</i>	6,6%	6,6%	6,8%	6,9%	6,9%	6,8%	6,5%	6,0%	-0,8 pt	-0,8 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	58,3%	50,9%	53,3%	55,5%	54,5%	54,2%	53,3%	51,5%	-2,7 pts	-4,0 pts

Répartition de l'encours bancaire sain



Évolution du taux de créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Entreprises	1 235,8	1 248,2	1 354,8	1 493,8	1 437,4	1 488,8	1 551,8	1 667,1	12,0%	11,6%
Dépôts à vue	735,5	747,3	812,6	920,2	862,0	897,8	972,9	1 058,8	17,9%	15,1%
Placements liquides ou à court terme	453,4	450,2	489,7	519,3	520,1	537,2	524,5	555,7	3,4%	7,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	7,6	5,5	8,4	37,5	41,7	52,3	57,2	56,3	7,7%	50,0%
Placements indexés sur les taux de marché	445,8	444,6	481,3	481,8	478,4	484,9	467,2	499,4	3,0%	3,7%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	286,5	333,4	391,4	391,3	382,5	384,8	375,2	408,0	6,0%	4,3%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	94,4	103,1	82,1	76,1	78,4	78,7	72,6	72,9	-7,4%	-4,1%
<i>dont certificats de dépôt</i>	64,5	7,8	7,7	14,4	17,5	21,3	19,4	18,5	-13,4%	28,5%
Épargne à long terme	46,8	50,8	52,5	54,3	55,3	53,9	54,5	52,6	-2,3%	-3,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	20,1	16,7	19,1	19,1	20,6	19,7	19,4	19,8	0,3%	3,5%
Ménages	4 675,0	4 821,1	4 925,7	5 014,8	5 054,4	5 075,3	5 073,1	5 124,8	1,0%	2,2%
Dépôts à vue	1 067,1	1 083,5	1 104,7	1 119,8	1 130,9	1 154,5	1 175,0	1 200,8	4,0%	7,2%
Placements liquides ou à court terme	1 583,2	1 664,8	1 693,8	1 685,5	1 680,8	1 676,5	1 652,5	1 644,3	-1,9%	-2,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 367,9	1 437,7	1 491,7	1 498,2	1 498,5	1 495,9	1 478,1	1 473,1	-1,5%	-1,7%
<i>dont livrets ordinaires</i>	507,2	511,3	515,8	506,1	504,6	501,1	498,6	492,1	-1,8%	-2,8%
<i>dont livrets A et bleus</i>	514,5	560,3	592,7	601,0	599,5	598,1	585,3	582,6	-2,6%	-3,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,5	14,0	13,6	13,3	13,4	13,6	13,6	13,5	-0,3%	1,7%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	67,4	63,8	56,9	51,0	50,6	50,2	49,7	49,9	-0,6%	-2,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	142,7	166,3	193,0	209,7	214,3	217,7	217,5	222,1	2,0%	5,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	121,6	122,1	119,7	117,1	116,1	115,2	113,4	112,8	-2,0%	-3,6%
Placements indexés sur les taux de marché	215,2	227,0	202,1	187,3	182,3	180,6	174,4	171,2	-5,2%	-8,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	188,8	204,4	184,4	170,0	165,4	164,3	158,2	155,4	-5,4%	-8,6%
<i>dont bons de caisse</i>	1,6	1,6	1,0	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	-2,6%	-2,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	24,8	21,1	16,7	16,1	15,7	15,1	15,1	14,7	-3,0%	-8,6%
Épargne à long terme	2 024,7	2 072,9	2 127,1	2 209,5	2 242,7	2 244,3	2 245,6	2 279,7	1,6%	3,2%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	536,6	538,5	547,2	571,2	578,1	581,6	585,6	602,6	3,6%	5,5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	69,4	65,6	61,0	57,4	56,5	55,3	54,8	54,2	-2,0%	-5,6%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	4,2	4,9	5,0	5,7	5,5	6,2	6,1	6,1	-1,1%	8,1%
<i>dont portefeuille-titres</i>	178,7	196,4	192,5	187,8	188,7	178,2	175,6	177,3	-0,5%	-5,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	69,3	58,6	50,3	53,2	54,8	51,0	47,9	48,4	-5,1%	-9,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 166,6	1 208,9	1 271,2	1 334,3	1 359,1	1 371,9	1 375,5	1 391,0	1,4%	4,3%
Autres agents	357,2	389,1	405,8	378,0	403,5	420,3	418,9	386,3	-8,1%	2,2%
Dépôts à vue	200,9	198,9	198,6	209,8	225,8	233,4	246,1	214,3	-8,2%	2,1%
Placements liquides ou à court terme	135,3	155,2	185,3	143,6	152,3	155,7	148,2	146,4	-6,0%	2,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	29,1	36,6	49,4	54,1	67,1	64,7	67,4	65,5	1,3%	21,1%
Placements indexés sur les taux de marché	106,2	118,6	135,9	89,4	85,1	91,1	80,8	80,9	-11,2%	-9,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	86,5	85,0	101,9	70,9	64,8	69,6	68,6	69,4	-0,3%	-2,2%
Épargne à long terme	21,0	35,0	21,8	24,7	25,5	31,2	24,5	25,7	-17,7%	4,0%
Total actifs financiers	6 268,0	6 458,4	6 686,3	6 886,6	6 895,2	6 984,4	7 043,8	7 178,2	2,8%	4,2%
Dépôts à vue	2 003,5	2 029,6	2 116,0	2 249,8	2 218,7	2 285,7	2 394,1	2 473,9	8,2%	10,0%
Placements liquides ou à court terme	2 171,9	2 270,1	2 368,8	2 348,3	2 353,1	2 369,4	2 325,1	2 346,4	-1,0%	-0,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 404,7	1 479,8	1 549,5	1 589,9	1 607,3	1 612,8	1 602,7	1 594,9	-1,1%	0,3%
<i>dont livrets ordinaires</i>	526,5	538,2	553,4	577,8	590,8	593,1	595,8	588,8	-0,7%	1,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	532,2	575,3	612,8	620,8	622,1	623,0	612,6	607,6	-2,5%	-2,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	14,5	14,0	13,6	13,3	13,4	13,6	13,6	13,5	-0,3%	1,7%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	67,4	63,8	56,9	51,0	50,6	50,2	49,7	49,9	-0,6%	-2,1%
<i>dont livrets de développement durable</i>	142,7	166,4	193,1	209,8	214,3	217,8	217,6	222,2	2,0%	5,9%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	121,7	122,2	119,8	117,1	116,2	115,2	113,4	112,9	-2,0%	-3,6%
Placements indexés sur les taux de marché	767,2	790,3	819,3	758,5	745,8	756,5	722,4	751,5	-0,7%	-0,9%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	561,8	622,7	677,7	632,2	612,7	618,7	602,0	632,7	2,3%	0,1%
<i>dont bons de caisse</i>	9,5	2,3	1,7	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	-2,5%	-3,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	64,5	7,8	7,7	14,4	17,5	21,3	19,4	18,5	-13,4%	28,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	131,5	157,4	132,2	110,7	114,4	115,3	99,9	99,1	-14,1%	-10,4%
Épargne à long terme	2 092,6	2 158,8	2 201,5	2 288,5	2 323,4	2 329,3	2 324,6	2 357,9	1,2%	3,0%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	536,8	538,8	547,5	571,5	578,6	582,0	586,0	602,9	3,6%	5,5%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	69,4	65,6	61,1	57,5	56,6	55,5	54,9	54,3	-2,0%	-5,6%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	4,2	4,9	5,0	5,7	5,5	7,2	7,1	7,1	-1,0%	25,7%
<i>dont actions</i>	73,9	68,3	73,9	75,3	78,1	79,1	76,0	78,1	-1,3%	3,7%
<i>dont obligations</i>	136,9	181,1	159,2	156,3	154,4	147,0	142,0	140,4	-4,5%	-10,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	101,1	87,4	80,7	84,9	88,1	83,7	80,2	81,3	-2,8%	-4,3%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	1 170,3	1 212,7	1 274,0	1 337,2	1 362,1	1 374,9	1 378,4	1 393,8	1,4%	4,2%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achève d'imprimer : avril 2016